

Société Les délégués CGT d'Eliad ont interpellé hier la région pour demander une harmonisation

Le SOS de l'aide à domicile

Besançon. Depuis le début de l'année, ce n'est ni la première action, ni la première interpellation d'élus. Mais l'intervention, hier au conseil régional, des délégués CGT de l'association d'aide à domicile Eliad (une association née en 2013 de la fusion de la Fassad Haute-Saône et de l'Assad Besançon-Pontarlier) a pris valeur d'ultime avertissement avant une mobilisation qui ne demande qu'à s'exprimer de manière beaucoup plus démonstrative début décembre. En Haute-Saône notamment.

Alors que les difficultés vont grandissantes dans toutes les structures (-1,8 M€ de pertes en 2014 pour Eliad, -700.000 € pour Prodessa dans le Jura, problème de trésorerie également à l'ADMR alors qu'elle fonctionne en partie avec des bénévoles), l'organisation syndicale demande en fait que la région use de tout son pouvoir d'influence pour que les aides des différents conseils généraux soient mieux harmonisées en Franche-Comté.

Une demande de tarification unique pour l'APA

Les chiffres, à cet égard, parlent d'eux-mêmes. Dans le département du Doubs où une convention pluriannuelle d'objectif et de moyens a été signée, l'allocation pour les personnes âgées (APA) est de 23,25€ de l'heure. Dans la Haute-Saône, elle chute à 17,70€ et même à 17,50€ dans le Jura.

Pour la CGT, cette inégalité de traitement est tout simplement « inacceptable ». Et c'est pourquoi elle demande non seulement un réajustement régional mais, surtout, la création d'une tarification unique nationale de l'APA.

Au-delà, le désengagement des caisses de retraite contribue également à fragiliser un secteur d'activité qui doit constamment élever



■ Les deux déléguées CGT d'Eliad sont venues faire part des préoccupations des salarié(e)s à la région.

Photo Moussa Ansrî

son niveau de compétences pour répondre aux attentes grandissantes de la société d'aujourd'hui. Sans parler des distorsions des dispositions fiscales selon que l'on est une structure privée, une association fédérée ou une association unique.

Loin du cliché des « petits boulots » qui lui colle trop souvent à la peau, l'aide à domicile entend au contraire être pleinement reconnue par une formation sanctionnée par un diplôme (titre d'assistante de vie par exemple), estime la CGT.

Pour elle, c'est d'autant plus vrai que l'augmentation

de la dépendance nécessite des interventions de plus en plus spécialisées et diversifiées (aides à domicile, auxiliaires de vie, techniciennes sociales, infirmières, psychologues, etc.).

Ajoutez des conditions de travail marquées par des déplacements et une fragmentation importante (matin, midi, soir), un gros turnover et une permanence du service 24 heures sur 24, 365 jours sur 365, et l'on comprend mieux pourquoi le malaise est si profond aujourd'hui.

Lors de la rencontre d'hier, Marie-Guite Dufay s'est dé-

clarée très attentive à cette demande d'harmonisation « même si la région ne peut pas se substituer aux départements qui ont compétence en la matière ».

Dans une région rurale comme la Franche-Comté, « la notion d'aménagement du territoire et de service public sont des préoccupations fortes », a-t-elle encore déclaré. Pour preuve, l'enveloppe débloquée il y a sept ans pour financer, justement, les formations d'aide à domicile.

Reste maintenant à voir comment le message sera reçu en retour sur le terrain.

Bernard PAYOT

En quelques chiffres



► Née de la fusion de la Fassad Haute-Saône et de l'Assad Besançon-Pontarlier en 2013, Eliad emploie 1.300 professionnels pour 9.000 personnes aidées par an. En 2013, son déficit a été de 1 M€. En 2014, il devrait être de 1,8 M€. Et les prévisions font état de 2 M€ pour 2015.

► Prodessa dans le Jura emploie pour sa part 600 salariés pour 5.000 personnes aidées par an. En 2013, l'association a assuré 440.760 heures de prestations pour un chiffre d'affaires de 15,3 M€.

► Le secteur privé des particuliers à particuliers représenté par la Fepem n'échappe pas non plus à la crise. Le 18 novembre dernier, une consultation nationale a été lancée pour faire état des besoins à l'occasion des États Généraux.



Ensemble pour le lien, l'innovation
et l'accompagnement à domicile